

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex

tél. : 01-55-82-88-75 – Fax : 01-55-82-88-70

E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

Appel de la Commission Exécutive Fédérale des 4 et 5 septembre 2013

Pour le progrès social Contre l'austérité et le projet de réforme des retraites Tous en grève et en manifestation le 10 septembre !

La trêve estivale, toute ensoleillée qu'elle ait pu être, n'a pas effacé les effets d'une crise qui s'est enracinée. Huit millions de français ne sont pas partis en vacances par manque de moyens et la rentrée est synonyme de difficultés financières toujours plus grandes pour la majorité des salariés, des jeunes, des retraités et des chômeurs.

Le projet de réforme des retraites donne le ton : régime sec pour les salariés ! L'allongement de la durée de cotisation concerne tous les régimes. Elle crée les conditions pour que le nombre de salariés accédant au taux plein se réduise et elle pénalise fortement les jeunes générations ! Avec une entrée toujours plus tardive dans la vie active et des périodes d'inactivité et de précarité imposées, les plus jeunes ne pourraient espérer partir en retraite sans décote que vers 70 ans.

Le système de rachats des années d'étude est dissuasif étant donné le montant à déboursier. Le dispositif individuel de prise en compte de la pénibilité est une véritable provocation et un risque pour le service actif. Au mieux les salariés pourraient espérer partir en retraite à... 60 ans !

La hausse des cotisations ne s'accompagne pas d'une amélioration des droits et pèsent encore sur le pouvoir d'achat.

Le report d'avril à octobre de la revalorisation des pensions est une désindexation qui cache son nom. L'objectif est bien de détourner les salariés du système de répartition pour les pousser vers la capitalisa-

tion, système non viable et favorable aux plus aisés.

Le gouvernement semble avoir renoncé à une hausse de la CSG pour financer les retraites et annonce une hausse de 0,3% des cotisations vieillesse pour les salariés et les employeurs. Mais il rassure d'ores et déjà le MEDEF en annonçant un transfert des cotisations patronales famille



d'un montant bien supérieur au besoin de financement du projet de réforme des retraites ! Les revenus financiers ne sont toujours pas mis à contribution, les exonérations patronales et les aides aux entreprises ne sont toujours pas remis en cause.

Une autre répartition des richesses est possible.

Les propositions de la CGT pour augmenter l'assiette des ressources sont écartées : pas de mesures de fond pour relancer l'emploi, pas de mesures de revalorisation salariale, pas de rattrapage pour atteindre l'égalité des rémunérations femmes/hommes, poursuite du gel du point d'indice dans la fonction publique...

Dans les services, les agents continuent à souffrir des réorganisations, des abandons de missions, des baisses d'effectifs et de crédits de fonctionnement. Le projet de budget 2014 annonce notamment 1774 effectifs en moins pour le MEDDE et le METL, une division par deux de l'enveloppe catégorielle et une baisse des crédits de 7%, une baisse des dotations pour les collectivités locales. Le budget de l'action sociale ne répond pas aux besoins toujours croissants.

Les suppressions, externalisations, privatisations de missions se poursuivent. Les services ADS et ATE-SAT doivent faire face à un vaste plan de restructuration (moins 709 emplois en 2013) sans garanties et sans perspectives de reclassement, l'Etat se désengageant et laissant les agents à l'abandon. La mise en œuvre de la MAP et de l'acte III de la décentralisation se poursuivent.

Le gouvernement craignant une rentrée sociale très chaude tente de déminer le terrain par effets d'annonces, il dit : « la reprise éco-

nomique n'est pas bien loin et la nouvelle réforme des retraites représente un moindre mal ! »

Les quelques mesures favorables (validation des années d'apprentissage, calcul unique pour certains polypensionnés) et la non remise en cause du calcul de la retraite des fonctionnaires sur les six derniers mois prouvent que la journée inter-syndicale de grève et de manifestation du 10 septembre annoncée en ce début d'été a d'ores et déjà obligé le gouvernement à en rabaisser

sur ces intentions.

Pour autant, rien n'atteste d'une quelconque relance de l'activité. Le chômage continue d'augmenter avec un taux record de près de 11% de la population active, les suppressions d'emplois se poursuivent, la précarité se développe. Quant au projet de réforme des retraites, celui-ci ne remet pas en cause les dispositions défavorables des lois votées depuis 20 ans dont celle de 2010 qu'avait pourtant combattue le président Hollande !

Seule la mobilisation de l'ensemble des personnels et des retraités dans l'unité la plus large permettra de changer de cap !

- Contre le projet de réforme des retraites
- Pour une retraite à 60 ans à taux plein et une réelle prise en compte de la pénibilité
- Pour une augmentation des salaires et des pensions
- Pour de bons déroulements de carrière
- Pour des moyens de fonctionnement et de bonnes condi-

**MOBILISONS-NOUS
MARDI 10 SEPTEMBRE**

POUR

**NOTRE SALAIRE
NOTRE EMPLOI
NOTRE RETRAITE
NOS CONDITIONS
DE TRAVAIL**